

Questions orales

ricain cette semaine à Washington, j'ai appris qu'ils craignaient fort qu'un accord de libre-échange entre les États-Unis et le Mexique n'entraîne la perte d'emplois américains au profit du Mexique. C'est ce que nous disions il y a deux ans à propos du transfert d'emplois canadiens aux États-Unis.

Le vice-premier ministre peut-il assurer à la Chambre et à la nation que le Canada ne conclura pas d'accord de libre-échange avec le Mexique au risque de perdre les emplois qui nous restent dans le secteur manufacturier.

• (1150)

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame la Présidente, l'affaire Fruehauf comporte d'autres détails que la Chambre devrait connaître. Nous avons, dans le passé, éprouvé le besoin de modifier l'entente concernant les licences de camionnage qui avait été conclue avec le gouvernement de l'Ontario. Le GATT s'y est opposé. Cela n'a rien à voir avec l'ALE. C'est le GATT qui est en cause, ce qui a eu des répercussions sur le potentiel global de cette société. La consolidation va quand même se faire au Canada, à Ingersoll.

Chose plus importante, le député devrait savoir que ce sont des sociétés comme Fruehauf qui vont largement bénéficier dans les années à venir de l'annulation de la taxe la plus inéquitable pour cette industrie, soit la taxe sur les ventes des fabricants.

Une fois que le Sénat aura compris le bien-fondé de ce changement, à compter du 1^{er} janvier prochain, les entreprises industrielles du sud de l'Ontario, particulièrement de la région de Brantford, en tireront d'énormes avantages.

* * *

LES PÊCHES

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Madame la Présidente, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le mois dernier, le Canada a perdu sa cause devant le groupe spécial du libre-échange, qui a rendu une décision cruciale dans l'affaire du homard. Les États-Unis ont l'intention d'augmenter de nouveau la taille minimale des homards en 1991 et en 1992, toujours sous le prétexte de préserver les stocks.

Le ministre va-t-il nous dire ce qu'il compte faire pour minimiser l'incidence de ces deux prochaines augmentations pour les pêcheurs ainsi que les pertes qu'ils subiront par suite de cette décision?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, cette question ressemble beaucoup à celles que la Chambre a entendues

au cours des deux ou trois dernières semaines, à une différence près: le député veut savoir ce que nous faisons de plus. Le gouvernement du Canada a adopté deux mesures principales que le député devrait connaître. La première est la campagne de publicité touchant les gros homards, en fait, les petits homards aussi, car ce que les États-Unis appellent gros est petit dans l'ensemble.

Ce qui s'est produit, c'est que nos stocks se sont très bien écoulés, leur valeur passant d'environ 20 millions de dollars à quelque 2,4 millions de dollars. La campagne publicitaire donne d'excellents résultats. Nous voulons en outre chercher, de concert avec l'industrie, les syndicats et d'autres organismes, de nouveaux moyens qui permettront au secteur de la petite entreprise d'exportation de homards de surmonter les difficultés auxquelles il est confronté. Il est possible de faire face à ces difficultés, grâce à la publicité et à la collaboration avec le secteur industriel.

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Madame la Présidente, je suis sûr que les pêcheurs de l'est du Canada seront très reconnaissants de ces nouvelles initiatives lorsqu'ils vendront le homard à perte.

Ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Celui-ci sait sans aucun doute que certains États des États-Unis ont des lois qui mettent obstacle à l'importation de homard transformé. Le ministre peut-il nous dire aujourd'hui ce qu'il fera pour garantir aux producteurs canadiens de homard transformé l'accès au marché américain?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame la Présidente, naturellement, le député réclame toujours des garanties à toute épreuve, mais voici ce que je peux lui dire pour l'instant. Les discussions que nous avons avec l'industrie portent sur cette question. Dans les circonstances actuelles, je m'attends à ce que de nouvelles propositions innovatrices émergent de ces conversations. D'ailleurs, nous en avons déjà vu quelques-unes. Nous espérons que ces nouvelles idées ainsi que la campagne de publicité nous aideront à régler les problèmes qui préoccupent le député.

* * *

ROUTE CANADA

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Transports. Je suis sûr qu'il sait, comme tous les députés de son côté, que la vente de CN Route aux Fingold et à Manfred Ruhland était vraiment une mauvaise affaire. De notre côté nous savons tous, comme les employés présents et passés du CN, que c'était une abominable transaction. Le